

Document

Articles de presse de mars 2012

Table des matières

France

Economie

- Arrêtons de croire bêatement aux chiffres de l'INSEE ! L'inflation est à 10 % en France. (15.03)
- La liquidité devient "rare et chère", dit la Société Générale
- Le taux d'épargne au plus haut depuis trente ans. (29.03)

International

Economie

- Grèce : l'Europe au secours des spéculateurs. (01.03)
- A quoi servent les 1000 milliards d'euros de la BCE? (01.03)
- Les milliardaires n'ont jamais été aussi nombreux dans le monde. (08.03)
- Un cadre de Goldman Sachs dénonce la culture "toxique" de la banque. (15.03)
- Etats-Unis: déficit des comptes courants au plus haut depuis fin 2008. (15.03)
- La Grèce est peut-être sauvée provisoirement, mais pas les Grecs... (17.03)
- L'achat de terres agricoles étrangères, un marché en pleine expansion. (26.03)
- En sommet à New Delhi, les cinq pays du groupe des "Brics" veulent une nouvelle banque. (30.03)

Un article du point.fr du 29 février

Grèce : l'Europe au secours des spéculateurs. (01.03)

Après avoir tout fait pour éviter l'activation des CDS, les Européens retournent leur veste. Au risque de récompenser la spéculation.

Les CDS (credit default swaps, en français : contrats d'échange sur le risque de défaut) sur la dette grecque vont-ils finalement être activés ? C'est à un petit cercle d'initiés regroupant des acteurs majeurs des marchés financiers des dérivés, l'ISDA (International Swaps and Derivatives Association, Inc), qu'il appartient de trancher cette question qui a longtemps hanté la zone euro. Son comité européen devrait mettre fin au suspense jeudi à 12 heures en disant si, oui ou non, la perte infligée par la Grèce aux investisseurs privés à l'occasion de la restructuration de sa dette constitue un "événement de crédit". Et, par voie de conséquence, si les acteurs financiers qui ont acheté ces titres d'assurances sur la dette grecque vont pouvoir se faire dédommager en cas de participation au plan d'échange d'obligations proposé par Athènes à ses créanciers privés.

Depuis des mois, les Européens disent vouloir éviter une telle issue au motif que cela récompenserait les spéculateurs et que cela aurait des conséquences inconnues sur le système financier européen. Et pour cause : nul ne semblait capable de déterminer qui profite et qui pâtit de l'activation des CDS. Banques, hedge funds, beaucoup d'acteurs se sont laissés tenter par le pot de miel, sans qu'il soit possible de savoir qui étaient les assureurs et qui étaient les assurés !

Pousse-au-crime

La spéculation sur ce marché de gré à gré opaque est d'autant plus facile qu'il n'y a pas besoin d'être détenteur de dette d'un État pour se porter acquéreur de CDS souverain. Le profit paraît facile. Plus le risque de défaut augmente comme en Grèce, plus la valeur du CDS grimpe. Il suffit alors de le revendre pour empocher une plus-value. Un mécanisme qui a la particularité de pousser au crime. C'est comme si on permettait à un particulier de s'assurer contre le risque-incendie de la maison du voisin... Une bonne raison de contribuer à y mettre le feu ! Le jeu est d'autant plus pervers que les CDS, utilisés comme un thermomètre du risque de la dette souveraine des États, contribuent à créer la panique lorsque leur prix grimpe.

Pire, en cas de défaut, les émetteurs de CDS, qui se sont improvisés assureurs de dette souveraine pour profiter d'une manne facile, sont pris au piège. Ils se retrouvent obligés de payer une indemnisation qu'ils ne sont en fait pas toujours en mesure d'assumer tant les montants sont importants. Le risque est alors celui d'une faillite pure et simple susceptible de contaminer l'ensemble du système financier.

La France et la Banque centrale européenne ont donc scrupuleusement veillé à ce que la restructuration de la dette grecque reste "volontaire", seule façon d'empêcher que l'ISDA ne décrète l'activation des CDS. Du coup, seuls les banques et les fonds de bonne volonté pourraient prendre leur perte sur la dette grecque. C'est ce qui explique que la négociation avec les créanciers privés détenteurs de dette grecque ait duré plusieurs mois et ait connu de multiples rebondissements.

Retournement de veste

Pourtant, à quelques heures de la décision de l'ISDA, le discours des Européens s'infléchit. Ils ont, semble-t-il, enfin pu démêler l'écheveau des engagements réciproques entre tous les acteurs financiers. Et ne semblent plus aussi effrayés par les conséquences potentielles de l'activation des assurances. "Les CDS sont souvent impopulaires dans la presse française, à tort. Les investisseurs doivent pouvoir s'assurer qu'ils peuvent être dédommagés en cas de défaut", explique une partie prenante du dossier grec. "On aurait plus à perdre à ne pas voir les CDS déclenchés que l'inverse." La raison invoquée ? "La dette portugaise (autre pays en difficulté et sous assistance de l'UE, NDLR) est difficile à faire financer, car les acteurs financiers ne savent pas si elle est assurable."

Une façon d'avouer que les Européens croisent maintenant les doigts pour que l'ISDA décide... d'activer les CDS ! Sauf que la restructuration grecque étant officiellement volontaire, cela pourrait ne pas être le cas.

D'autant que, ironie du sort, cette association professionnelle, dont le comité européen regroupe de nombreuses banques (1), n'y a pas forcément intérêt. Certains de ses membres, qui ont vendu des CDS aux investisseurs, seraient en effet obligés de les dédommager...

L'espoir des Européens tient donc en trois lettres : CAC (pour clause d'action collective). La Grèce a décidé au dernier moment d'introduire ces dispositions juridiques dans sa législation pour contraindre tous les investisseurs, qu'ils le veuillent ou non, à participer à la restructuration de sa dette. Ce qui pourrait finalement contraindre l'ISDA à décréter l'événement de crédit finalement espéré.

(1) (Bank of America / Merrill Lynch, Barclays, BNP Paribas, Credit Suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs, JPMorgan Chase Bank, Morgan Stanley, Société générale et UBS) et des fonds (BlueMountain Capital, Citadel LLC, D.E. Shaw Group, Elliott Management Corporation, Pacific Investment Management Co., LLC).

Un article de l'expansion.com du 29 février

A quoi servent les 1000 milliards d'euros de la BCE? (01.03)

En trois mois, la Banque centrale européenne a mis sur la table 1000 milliards d'euros pour donner de l'air au système financier. Mais que font les banques européennes de cette manne exceptionnelle? Explications.

Le guichet est une nouvelle fois grand ouvert. La BCE a annoncé mercredi avoir alloué 529,53 milliards d'euros à 800 banques de la zone euro. C'est la deuxième opération de ce type en moins de trois mois. La première opération, baptisée LTRO (Long Term Refinancing Operation) s'était déroulée en décembre. Elle avait mis 489 milliards d'euros à la disposition de 523 établissements financiers. Au total, la BCE a donc mis sur la table 1000 milliards d'euros pour donner de l'air au système financier. Même si les flux nets injectés dans le système financier sont moindres (environ 500 milliards selon la BCE), l'effort reste considérable.

Pourquoi un tel activisme?

"En décembre dernier, nous avons frôlé l'arrêt cardiaque du système financier", rappelle Fabrice Cousté, DG de CMC Markets France, plateforme mondiale de trading en ligne. Les marchés financiers se fermaient, notamment pour l'Espagne et l'Italie, deux poids lourds de la zone euro. Ces deux pays étaient obligés de payer des taux d'intérêt trop élevés (environ 7%) pour se financer sur les marchés obligataires. Résultat : leur dette risquait de devenir incontrôlable. Parallèlement, les banques - qui détiennent des obligations publiques - voyaient leurs cours dévisser en bourse. Il fallait donc intervenir. En lançant son opération LTRO, la BCE a fait d'une pierre deux coups. Elle a redonné de l'oxygène aux banques et réduit le stress financier. Ses achats de titres publics sur les marchés secondaires ont aussi contribué à calmer la situation.

Concrètement, comment les banques utilisent-elles les liquidités de la BCE?

Le LTRO est une opération de prêt avec collatéral. Les banques fournissent des titres à la BCE. En échange, celle-ci met à disposition des liquidités pour 3 ans à un taux d'intérêt défiant toute concurrence : 1%. Pour rappel, il y a trois mois, les banques françaises jugées de bonne qualité (BNP, Société générale) se refinançaient sur le marché obligataire à 4,5/5% pour 3 ans, rappelle Arnaud Raimon, Président de la société d'asset management Aliénor Capital. Les conditions se sont donc nettement améliorées. Une fois leurs liquidités en poche, les banques ont plusieurs options. Les plus frileuses replacent ces liquidités aux guichets de la BCE à un taux peu attractif plutôt que de prendre le risque de financer des entreprises, des ménages ou d'autres banques. Cependant d'autres banques se livrent à des opérations de "carry trade" beaucoup plus juteuses. Elles empruntent à 1 % auprès de la BCE et prêtent ensuite aux gouvernements à des taux plus élevés. A ce jeu les banques espagnoles sont les plus actives : elles ont acheté 32 milliards d'euros d'actifs publics en janvier et 22 milliards en décembre. Ce "carry trade" pourrait paraître honteux ; il a pourtant un effet positif, note Arnaud Raimon. En effet, il contribue à faire baisser les taux d'intérêt à long terme dans les pays d'Europe du Sud.

Les banques utilisent-elles aussi l'argent de la BCE pour financer l'économie?

Il est encore trop tôt pour le dire. Les flux de prêts au secteur privé ont baissé en novembre et décembre (-16 et -72 milliards d'euros respectivement). On peut toutefois constater que les flux de crédit ont rebondi en janvier (+37 milliards) et que le timide dégel du marché interbancaire présage un desserrement des standards de prêts, estime Bruno Cavalier, économiste d'Oddo Securities. Grâce au LTRO, les banques peuvent enfin avoir une offre de crédit pour les particuliers et les entreprises, constate Arnaud Raimon. Cependant, il ne faut pas oublier que de la demande de crédit reste en berne. En France, par exemple, la consommation baisse à un rythme de 2% l'an.

Difficile dans ces conditions, d'obtenir un rebond du crédit, même si les banques sont mieux disposées. Le président de l'institution de Francfort Mario Draghi a exhorté dimanche les banques à soutenir la croissance économique en prêtant aux ménages et aux entreprises les liquidités empruntées. L'agence de notation Fitch estime toutefois qu'il est peu probable que ces fonds débouchent sur une forte croissance du crédit, "*étant donné l'absence de toute demande notable*" en Europe. L'injection de liquidités a ses limites.

Un article de Reuters du 7 mars

Les milliardaires n'ont jamais été aussi nombreux dans le monde. (08.03)

Les milliardaires n'ont jamais été aussi nombreux dans le monde: ils sont cette année 1.226 à figurer dans le classement du magazine américain Forbes, dominé pour la troisième année consécutive par le roi mexicain des télécoms, Carlos Slim.

Avec une fortune estimée à 69 milliards de dollars, en légère baisse par rapport à l'an dernier (- 5 milliards), Carlos Slim devance l'Américain Bill Gates, co-fondateur de Microsoft (61 milliards) et l'homme d'affaires et philanthrope américain Warren Buffett (44 milliards).

Le Français Bernard Arnault, propriétaire du groupe de luxe LVMH, est 4e, avec une fortune estimée à 41 milliards de dollars, suivi de l'Espagnol Amancio Ortega, créateur de la marque de vêtements Zara (37,5 milliards).

Les milliardaires étaient 140 il y a 25 ans, lorsque Forbes avait publié sa première liste, avec une fortune cumulée de 295 milliards.

Cette année, ils sont 1.226, un record absolu depuis que le classement existe, 16 de plus que l'an dernier quand le chiffre de 1.210 avait déjà été présenté comme un record, a précisé Forbes en publiant sa liste annuelle mercredi (www.forbes.com/billionaires).

Tous ensemble, ces personnalités richissimes --dont 104 femmes-- pèsent 4.600 milliards de dollars.

Les Etats-Unis restent le pays qui en compte le plus, avec 425 milliardaires. Parmi eux le maire de New York Michael Bloomberg, fondateur de la société d'information financière du même nom, qui, avec une fortune de 22 milliards, en progression de 3,9 milliards par rapport à 2011, est passé de la 30e à la 20e place.

La Russie vient cette année en deuxième place, avec 96 milliardaires, devant la Chine (95).

Les villes hébergeant les plus riches sont Moscou (78 milliardaires) suivie de New York (58) et Londres (39).

Parmi ceux qui ont vu leur fortune s'accroître substantiellement, on compte, outre M. Bloomberg, Mark Zuckerberg, créateur de Facebook, le deuxième plus jeune de la liste. A 27 ans, il est assis sur une fortune de 17,5 milliards de dollars (+ 4 milliards).

Le plus grand perdant par rapport à 2011 est l'homme d'affaires indien Lakshmi Mittal, président d'ArcelorMittal, qui pour la première fois depuis 2004 n'est plus dans les dix premiers, après avoir vu sa fortune fondre de 10,4 milliards en un an.

Au total, ces milliardaires viennent de 58 pays.

La France en compte 16, dont deux femmes, Liliane Bettencourt (24 milliards, 15e) et Elisabeth Badinter (1,1).

Le Maroc notamment y fait son entrée, avec trois milliardaires, Miloud Chaabi (2,9 milliards), Othman Benjelloun (2,3) et Anas Sefrioui (1,6).

La première femme de ce classement est l'Américaine Christy Walton, héritière de la chaîne d'hypermarchés WalMart, qui figure à la 11e place, avec une fortune de 25,3 milliards. Cela fait sept ans qu'elle est la femme la plus riche du monde.

Un article de lexpansion.com avec AFP du 14 mars

Un cadre de Goldman Sachs dénonce la culture "toxique" de la banque. (15.03)

Selon un ancien directeur exécutif et responsable des produits dérivés, la banque pense surtout à gagner de l'argent. L'intérêt des clients passe au second plan.

Un cadre supérieur de Goldman Sachs, claquant la porte au bout de 12 ans, a dénoncé mercredi dans une tribune au New York Times la culture d'entreprise "toxique" de la grande banque d'affaires, qui privilégierait systématiquement ses profits au détriment de ceux de ses clients.

Greg Smith, qui indique démissionner mercredi de son poste de directeur exécutif et responsable des produits dérivés américains en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient, affirme que *"les intérêts des clients continuent à passer au second plan dans la façon dont la banque fonctionne et pense à gagner de l'argent"*.

"Quand les livres d'histoire seront écrits sur Goldman Sachs, ils pourraient bien montrer que le PDG actuel, Lloyd Blankfein, et le président, Gary Cohn, ont laissé tomber la culture de la firme quand ils en tenaient les rênes. Je crois réellement que ce déclin de la fibre morale de la firme représente la menace la plus sérieuse pour sa survie à long terme", écrit M. Smith.

Selon lui, c'est arrivé au point que *"celui qui gagne assez d'argent pour la banque, à condition qu'il ne soit pas un assassin, sera promu à un poste influent"* de Goldman Sachs. Goldman Sachs a rejeté les accusations de cette lettre ouverte assassine pour son image de grande banque d'affaires. *"Nous sommes en désaccord avec l'opinion exprimée qui, selon nous, n'illustre pas notre façon de gérer nos affaires"*, a indiqué un porte-parole de la banque. *"A notre avis, nous ne pourrions réussir que si nos clients réussissent. Cette vérité fondamentale est au coeur de notre comportement"*.

Mais M. Smith, ancien membre de l'équipe de recrutement de la banque, chargé de repérer dans les universités les étudiants les plus prometteurs pour les convaincre de la rejoindre, cite plusieurs anecdotes à l'appui de ses accusations. *"Ca me rend malade de voir comment les gens parlent de façon ignoble d'arnaquer leurs clients"*, écrit-il. *"Depuis 12 mois j'ai vu cinq différents directeurs généraux parler de leurs propres clients comme de +pantins+, quelque fois dans des courriels internes"*, ajoute-t-il, alors même que ce genre de comportements a été abondamment dénoncé ces dernières années dans des enquêtes judiciaires et parlementaires, comme l'affaire de *"Fabulous Fab"*, alias Fabrice Tourre. M. Tourre est un cadre français de la banque poursuivi pour avoir trompé des investisseurs en leur vendant des produits financiers complexes et très risqués adossés au marché immobilier américain.

"Je n'ai connaissance d'aucun comportement illégal", écrit encore M. Smith. *"Mais est-ce que les gens (de Goldman) poussent leurs clients à acheter des produits lucratifs et compliqués, même s'ils ne sont pas les plus simples ou s'ils ne correspondent pas à leurs besoins? Absolument. Tous les jours, en fait"*. *"J'espère que ceci sera un signal d'alarme pour le conseil d'administration"*, conclut-il. *"Remplacez le client au centre de vos activités. Sans clients, vous ne gagnerez pas d'argent, en fait vous n'existerez pas. Éliminez les gens qui n'ont pas de morale, sans considération de l'argent qu'ils font gagner à la banque. Et rétablissez la culture d'entreprise pour que les gens veuillent travailler ici pour les bonnes raisons"*. L'action Goldman Sachs gagnait 0,17% dans les échanges électroniques avant l'ouverture de la Bourse à New York.

Un article de l'AFP du 14 mars

Etats-Unis: déficit des comptes courants au plus haut depuis fin 2008. (15.03)

Le déficit des comptes courants des Etats-Unis a grimpé au quatrième trimestre à son plus haut niveau depuis trois ans, creusé par le pétrole cher et la baisse des revenus financiers des Américains à l'étranger, selon des chiffres publiés mercredi par le département du Commerce.

Le déficit a atteint 124,1 milliards de dollars, le plus élevé depuis le quatrième trimestre 2008, soit nettement plus que ne prévoient les analystes (113,8 milliards).

Le gros de ce déficit provient traditionnellement de la balance commerciale, qui a pesé lors du trimestre à hauteur de 141,1 milliards de dollars. L'augmentation du prix du pétrole en fin d'année a encore plus déséquilibré le commerce extérieur des Etats-Unis, premiers consommateurs mondiaux de brut.

L'excédent dans les transferts internationaux de revenus a diminué, pour atteindre 50,3 milliards de dollars, tandis que les flux nets de transferts courants unilatéraux (qui regroupent principalement l'aide internationale et les envois de fonds des immigrés) étaient quasi stables, à -33,3 milliards.

Sur l'ensemble de l'année 2011, le déficit des comptes courants a atteint 473,4 milliards de dollars, soit 3,1% du produit intérieur brut. Il était en 2010 de 470,9 milliards, soit 3,2% du PIB.

Les Etats-Unis sont de très loin les plus grands emprunteurs au monde, finançant l'énorme trou de leur commerce extérieur par l'afflux permanent de capitaux dans leur système financier, le plus sophistiqué de la planète.

Un article d'Atlantico.fr du 14 mars

Arrêtons de croire bêatement aux chiffres de l'INSEE ! L'inflation est à 10 % en France. (15.03)

L'Insee a annoncé ce mardi une variation des prix à la consommation de +2.3% sur un an. Mais dans les faits il semblerait que l'inflation soit bien plus importante...

Les journalistes de France 2 ont enquêté sur les prix alimentaires en grande surface en comparant les étiquettes sur un an : la hausse des prix s'établit à 9 % pour les grandes marques, 11 % pour les marques distributeurs (cf journal de 8h du 13 mars à partir de 4'). Les dépenses de consommation ne concernent pas que l'alimentation bien sûr, mais un autre poste important comme l'énergie (essence, électricité, gaz) augmente au même rythme, chacun peut le constater. Le logement ? Les prix se calment, mais ils ont fortement augmenté ces dernières années. Des postes sont stables, c'est vrai, comme le textile.

Alors, comment l'Insee arrive à nous sortir une inflation annuelle à 2 % ?

1) Déjà l'immobilier ne figure pas dans l'indice, mais seulement les loyers (qui sont contrôlés par l'Etat, donc augmentent moins vite que la valeur des biens). En effet, un bien immobilier est considéré comme un investissement, alors que l'office statistique calcule un indice des prix à la consommation. Une belle entourloupe car l'acquisition d'un logement fait partie d'un « parcours de vie » normal, et que s'il s'agit d'un investissement, c'est aussi par essence un bien de consommation, et il pourrait tout à fait figurer dans l'indice.

2) Le « new iPad » coûte le même prix que l'ancien mais – attention – comme il est plus puissant que le modèle précédent, l'Insee considère que « vous en avez plus pour votre argent » et inscrit dans sa base un prix en baisse. C'est l'effet progrès technique. Une pure arnaque que personne ne dénonce. Ainsi les biens technologiques (téléphone, Internet, télé, etc) tirent vers le bas l'indice des prix.

3) L'effet pondération : vous aimez le poisson, vous en mangez deux fois par semaine. Le prix augmente, vous n'en prenez plus qu'une fois par semaine. Tout le monde fait de même, contraint par ce renchérissement. Résultat, l'Insee constate une baisse de la consommation de poisson et donc diminue sa part dans le calcul de l'indice. La hausse du prix du poisson s'en trouve d'autant diluée. Magique.

Et il y a certainement d'autres magouilles...

Cette hausse des prix est malheureusement « normale » : la monétisation des banques centrales (Europe, Etat-Unis, Japon) fait monter le prix des actifs réels (matières premières, énergie). Le producteur de pétrole, de cuivre, ou de blé, qui vend sa production en dollars, lorsqu'il voit la banque centrale américaine faire tourner la planche à billets, veut garder son pouvoir d'achat, et donc augmente ses prix. Ces hausses se retrouvent finalement dans le panier de la ménagère. C'est ce qu'on appelle « l'inflation de second tour », qui passe par le détour des matières premières.

Serait-ce trop demander à ceux qui nous gouvernent, ou le prétendent, d'arrêter de croire aveuglément aux sirènes de l'Insee et d'affronter ce qui va devenir un problème de plus en plus pressant : le retour de l'inflation ?

Philippe Herlin est chercheur en finance, chargé de cours au CNAM.

Commentaire.

Je retiendrai les 9 % ou 11 % d'augmentation des prix constatés par les journalistes de France 2. En gros, l'inflation monétaire ne reste pas monétaire...

Un article de Reuters du 14 mars

La liquidité devient "rare et chère", dit la Société Générale

La liquidité est devenue pour les banques une ressource rare et chère et le marché interbancaire ne repartira pas massivement tant que les nouvelles normes bancaires du comité de Bâle ne seront pas modifiées, a déclaré mercredi Frédéric Oudéa, le PDG de la Société générale.

En raison des inquiétudes sur la solidité du système bancaire européen dans le contexte de crise de la dette dans la zone euro et de normes prudentielles plus contraignantes, les banques européennes éprouvent des difficultés à se refinancer.

Les tensions sur la liquidité bancaire ont été telles que la Banque centrale européenne (BCE) a dû intervenir à deux reprises, en décembre et fin février, pour injecter plus de 1.000 milliards d'euros de prêts à trois ans (LTRO) pour aider les banques européennes et éviter un tarissement du crédit.

"Le monde a considérablement changé et peut-être encore plus sur la liquidité que sur le capital (.) La grande leçon de la crise, c'est que la liquidité est désormais chère et beaucoup plus rare" , a expliqué Frédéric Oudéa lors d'une conférence à l'European American Press Club à Paris.

"Le marché interbancaire, les prêts directs se raréfient", a-t-il ajouté.

En Europe, d'autres dirigeants bancaires soulignent que le marché interbancaire n'a pas retrouvé un fonctionnement normal en dépit des interventions exceptionnelles de la BCE.

"La liquidité n'est toujours pas abondante malgré les fonds injectés par la BCE", a ainsi dit Federico Ghizzoni, le directeur général de la banque italienne Unicredit lors d'une conférence à Rome. *"Il est difficile de trouver des financements à moyen et long terme."*

"Le LTRO (de la BCE, NDLR), c'est un filet de sécurité (...) qui nous permet de prêter là où il faut prêter sans avoir peur du lendemain", a pour sa part commenté le patron de la SocGen.

Interrogé sur l'échange de dette grecque et le déclenchement des CDS, ces contrats qui protègent un investisseur contre les risque de défaut, Frédéric Oudéa, qui est aussi le président de la Fédération bancaire française (FBF) a estimé que les 'credit-default swaps' ne représentaient pas un *"enjeu significatif"* pour les banques.

"Le problème du défaut, de l'organisation du défaut, ce n'est pas tant les CDS (credit default swaps, NDLR) qui, d'après tous les chiffres qui circulent, ne représentent pas un enjeu significatif pour une quelconque banque et le système financier (...) que le problème du financement du système grec", a fait savoir le directeur général de la SocGen.

"Tous ces chiffres ont été communiqués par les banques dans le cadre de l'exercice des stress tests (tests de résistance) de l'EBA (Autorité bancaire européenne, NDLR)", a-t-il ajouté.

L'International Swaps and Derivatives Association, l'organisation qui regroupe les grands intervenants sur les marchés dérivés, a décidé vendredi qu'en activant une mesure obligeant les créanciers privés à passer des pertes sur leurs titres de dette souveraine, la Grèce avait déclenché le versement des CDS.

L'organisme a toutefois jugé que le paiement de ces CDS, estimé à quelque 3 milliards de dollars, n'aurait pas d'impact important sur les marchés.

Un article d'Atlantico.fr du 16 mars

La Grèce est peut-être sauvée provisoirement, mais pas les Grecs... (17.03)

Un rapport de Médecins sans Frontières indique que la Grèce se trouve dans une situation comparable à celle des pays du tiers-monde. Seuls les liens familiaux permettent aux habitants de survivre.

Le CAC 40 et les banques respirent, la Grèce est (provisoirement ?) « sauvée »... mais les Grecs ? On nous l'a assez dit, ils ont péché, il faut les punir. Trichant avec les impôts et la TVA, travaillant au noir, empruntant et sur-empruntant depuis quelques années en profitant de la hausse des revenus et des multiples cartes offertes par les banques, consommant, fumant en champions, partant en vacances, achetant des 4x4... ils ignoraient même l'impôt foncier et la CSG (Contribution Sociale Généralisée) !

Mais les plans de « sauvetage » sont passés par là : l'impôt foncier, ordinaire et extraordinaire, est arrivé, la CSG aussi, les taux de TVA ont fortement augmenté, comme les tarifs des services publics et de l'énergie (en février 2011 et février 2012, chiffres officiels, +25% sur le fuel, +23% sur le gaz naturel, 30% sur l'électricité), les taxes sur le carburant (l'essence dépense parfois les prix français), le tabac ou les alcools.

En même temps, on baisse les salaires jusqu'à parfois 40% pour arriver à un smic à 456 € nets pour les plus de 25 ans(1) (il était de 751 € avant mai 2010), on baisse les retraites, on réduit les effectifs du public (remplacement d'un départ à la retraite sur 10), les crédits de l'enseignement et des hôpitaux (- 40%), fermeture de classes et de 50 des 133 hôpitaux du pays... La récession -déjà entamée en 2008- s'emballe : on achète de moins en moins, on renégocie son loyer à la baisse avec un propriétaire résigné, on se déplace moins, les commerces ferment, les notaires et enseignants du privé ont de moins en moins de travail... Résultat : baisse du PIB de 7,5% au 3e trimestre 2011 (sur un an).

Quelques chiffres pour illustrer ces affirmations : en février 2012, 1 025 877 chômeurs pour moins de 11 millions d'habitants (20,7% des actifs, + 44% en un an), 40% de chômeurs chez les moins de 30 ans ; en 2011, la production industrielle a baissé de 5%, les ventes de voitures individuelles de 17%, l'activité du bâtiment de 26%, plus de 4 000 entreprises ont disparu... et, malgré une baisse sur certains postes, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,9% en 2011. Car le mythe d'une Grèce aux prix bas date des années 1960, le pays a changé et, en dehors des produits alimentaires locaux, les prix grecs étaient en 2010 tout à fait comparables aux prix « européens », nettement supérieurs sur les produits importés.

Bien sûr, il existe encore des Grecs que la crise ne touche guère, des riches aux solides réserves, des retraités ruraux qui vivent d'autoconsommation et ont conservé leurs habitudes de pauvreté d'il y a un demi-siècle. Ailleurs, au fur et à mesure que les économies s'épuisent[2], les signes de paupérisation se multiplient.

Dans un désordre à la Prévert : MSF, installé à Athènes en 1995 pour prendre soin des immigrés et Médecins du Monde qui le suivit, constatent qu'aujourd'hui les Grecs forment 40% de leurs malades, des retraités, chômeurs ou commerçants ruinés qui n'ont plus d'accès à l'IKA (la sécurité sociale grecque mais conditionnée à un minimum de cotisations annuelles) tandis que l'hôpital gratuit (consultation, soins et médicaments en 2010) exige aujourd'hui 5 euros/consultation et 20 à 25% du prix des médicaments, les loyers ont baissé de 20 à 30%, les logements à vendre restent invendus, les prêts immobiliers ne sont plus remboursés, les immeubles n'ont pas mis en route les chauffages collectifs (il fait froid en février, même à Athènes !), certains mettent leur voiture à la campagne et rendent leurs plaques d'immatriculation à la police pour ne plus payer la vignette, les manuels scolaires (jusqu'à-là payés par l'État) ne sont pas encore parvenus dans toutes les écoles aujourd'hui faute d'argent, les transports scolaires que les communes ne payent plus, s'arrêtent, les soupes populaires (de l'église) se multiplient...

Finalement, c'est un retour à la Grèce des années 1950 avec, en plus, le désespoir, les suicides qui ont fortement augmenté (40% en un an), les demandes d'émigration (de diplômés) qui se multiplient, certains immigrés qui pensent à repartir, tandis que les jeunes lycéens renoncent aux diplômes universitaires qui ne « payent plus » et veulent effectuer leur service militaire dès l'obtention du bac.

Si la Grèce tient encore, c'est que la famille assume encore son rôle protecteur et que des solidarités nouvelles se mettent en place : des communes créent des distributions de repas gratuites ou à bas prix (2,5

euros), des ménagères cuisinent de grands plats et les distribuent devant leur immeuble, et surtout, un large mouvement visant à lier agriculteurs/consommateurs sans intermédiaire se développe. Une souscription internet et hop, Salonique, Katerini, Lamia, Pallini, et bien d'autres villes voient des camions apporter des tonnes de pommes de terre (0,28 € le kg), de riz, de haricots, de fèves, d'oranges à un prix qui avantage à la fois le cultivateur et le client, un mouvement analogue s'organise en vue de l'agneau pascal... Un peu d'humanité dans ce nouveau monde de brutes ?

(1) Un professeur de collège de 40 ans, est passé ainsi de 1200 € mensuel à 880/900 euros selon les cas.

(2) Les boutiques qui rachètent l'or ouvrent en nombre même dans les plus petites villes.

Un article de l'AFP du 25 mars

L'achat de terres agricoles étrangères, un marché en pleine expansion. (26.03)

Investissement rémunérateur ou retour au colonialisme? L'achat de terres agricoles à l'étranger est un marché en pleine expansion depuis quelques années, qui comporte des risques pour l'environnement et génère des tensions géopolitiques, selon des experts.

Premiers intéressés, les Chinois, Indiens, Coréens du Sud et les économies pétrolières du Golfe sont à la recherche de terres étrangères pour répondre à leurs besoins alimentaires croissants. Les pays occidentaux, quant à eux, se sont mis en quête de trouver des surfaces agricoles pour leurs biocarburants.

Selon le Land Matrix Project, une initiative internationale de surveillance des acquisitions importantes de terres étrangères, un total de 203 millions d'hectares (huit fois la taille de la Grande-Bretagne) sont passés sous contrôle d'étrangers entre 2000 et 2010, par des ventes ou locations de longue durée.

Plus de la moitié (66%) des transferts concernaient l'Afrique, en particulier l'Éthiopie, le Libéria, le Mozambique et le Soudan. L'Asie comptait pour 14%, mais les experts ont souligné l'opacité de ce marché.

Paul Mathieu, expert auprès de la FAO (Organisation mondiale de l'agriculture et de l'alimentation) a observé une envolée des transactions en 2008-2009, à la suite de la crise alimentaire mondiale. Depuis, les ventes ont un peu reculé, selon lui.

Cependant, à long terme, la hausse attendue de la population (9,1 milliards d'humains prévus en 2050) et les besoins accrus en nourriture, ajoutés à la flambée des prix des carburants fossiles, contribueront à maintenir la demande de terres agricoles à un niveau élevé.

"C'est une bombe qui peut exploser si on ne s'en occupe pas", prévient M. Mathieu.

En théorie, les transactions de terres agricoles peuvent constituer une chance pour un pays pauvre avec une faible densité de population d'acquérir des nouvelles technologies, des formations et des capitaux.

Toutefois, de nombreuses enquêtes, quoique incomplètes, indiquent que ces investissements n'arrivent que très rarement. En revanche le marché des terres est souvent entaché de corruption et entraîne des dégâts environnementaux.

La Banque mondiale a ainsi révélé en 2010 que sur 14 pays ayant vendu des terres à des étrangers, l'exploitation agricole n'avait effectivement démarré que dans 21% d'entre eux.

Le 4e rapport mondial de l'Onu sur l'eau, publié mi-mars, a averti que les régions en proie à la sécheresse en Afrique occidentale risquaient d'être victimes de l'engouement des pays industrialisés pour les agro-carburants avec *"des conséquences particulièrement dévastatrices"*. Pour produire un litre d'éthanol à partir de canne à sucre il faut 18,4 l d'eau.

A ce rythme, les acquisitions de terres agricoles non surveillées conduiront les pays développés à tout simplement exporter *"leur empreinte eau"* pour produire des céréales et aliments à bas prix, avec des conséquences désastreuses pour les pays pauvres, a souligné l'expert suédois Anders Jaegerskog du Stockholm International Water Institute.

Et pour la ministre sud-africaine de l'Agriculture, Tina Joemat-Pettersson, ce nouveau marché "n'est qu'une nouvelle forme de colonisation", citant le Sud-Soudan dont 40% des terres ont été vendues à des investisseurs étrangers.

"Les acquisitions controversées de terres ont largement contribué à l'éclatement des guerres civiles au Soudan, Libéria et Sierra Leone et il y a toutes les raisons de s'inquiéter parce que les conditions sont mûres pour de nouveaux conflits dans de nombreuses autres régions", selon Jeffrey Hatcher de la coalition d'ONG américaines Rights and Resources Initiative.

Commentaire.

On nous dit que "*l'exploitation agricole n'avait effectivement démarré que dans 21% d'entre eux*", il y a là au moins deux raisons possibles pour l'expliquer qui ne figurent pas dans cet article.

La première est que ces pays ou ces multinationales acquièrent des terres que leurs concurrents ne pourront pas se saisir, il s'agit d'être les premiers ou les meilleurs sur ce marché.

La seconde, c'est qu'ils pourront éventuellement les revendre à des acheteurs potentiels en réalisant une énorme plus-value, à moins que les Etats ne les rachètent plus tard dans les mêmes conditions que pour un acquéreur privé, dans les deux cas l'affaire sera juteuse.

Un article de liberation.fr du 28 mars

Le taux d'épargne au plus haut depuis trente ans. (29.03)

C'est l'un des principaux enseignements de la dernière note de conjoncture de l'Insee : en 2011, le bas de laine des ménages français a atteint des proportions jamais vues depuis le début des années 1980. Le point sur un phénomène ambivalent. Où en est le taux d'épargne ?

En 2011, il a atteint 16,8% du revenu disponible brut des ménages, soit quelque 220 milliards d'euros. La barre des 17% a même été franchie au cours de l'année. C'est le niveau d'épargne le plus élevé depuis 1983, bien qu'inférieur aux maxima d'après-guerre - plus de 20% vers 1975, par exemple.

Contrairement à une idée reçue, cette situation n'est pas une exception française. L'Hexagone figure, certes, dans le peloton de tête. Mais la Belgique fait mieux, avec ses 17,2%. L'Allemagne, à 16,6%, n'est pas loin. L'Espagne et l'Italie n'ont décroché que récemment du peloton de tête, les effets de la crise forçant les ménages à puiser dans leur épargne pour consommer.

Pourquoi tant de prudence ?

Chômage en hausse continue, faibles perspectives de croissance, incertitude sur les revenus et crédits plus difficiles à obtenir : le futur économique de beaucoup de ménages reste incertain. Dans ce contexte, les particuliers reportent à plus tard une partie de leur consommation, au profit d'un bas de laine de sécurité. En 2011, la collecte du livret A a été la deuxième meilleure de son histoire, après 2008.

Ces données agrégées masquent des comportements individuels distincts : *«Les 20% les moins aisés de la population n'épargnent pratiquement pas, car la consommation absorbe la quasi-totalité de leur revenu, explique Mathieu Plane, économiste à l'OFCE. Alors que les 10% les plus riches ont un taux d'épargne de 35%.»*

Est-ce bon pour l'économie ?

A long terme, un taux d'épargne élevé est plutôt positif. Il est un élément de stabilité économique et garantit la bonne alimentation du crédit aux entreprises. A court terme, les conséquences sont plus contrastées. Epargner équivaut à repousser sa consommation à plus tard. Or, c'est traditionnellement celle-ci qui tire la croissance française. *«Une baisse de deux points du taux d'épargne suffirait à provoquer un choc significatif sur l'activité»*, estime Mathieu Plane.

De plus, la structure de l'épargne n'est pas neutre. *«Les placements en action, qui financent les entreprises, ont beaucoup baissé, remarque Didier Davydoff, directeur de l'Observatoire de l'épargne européenne. Dans le domaine de l'assurance-vie, de nouvelles réglementations dissuadent également les compagnies d'acheter des actions.»*

Et ensuite ?

Les facteurs encourageant une épargne élevée devraient continuer à jouer en 2012. L'Insee anticipe toutefois une baisse légère, en raison de nouveaux prélèvements fiscaux qui *«affecteraient, pour partie, des revenus qui sont en général épargnés»*.

On observe qu'il y a eu un tournant dans les années 2000. Pourtant, c'était avant la crise, mais depuis dix ans le travail est de plus en plus précarisant, grisant. Certains sont exclus du marché du travail et la crise a accentué ces phénomènes déjà présents. Elle n'a pas tout fait, mais elle les a rendus de plus en plus aigus. Sur le marché du travail, le CDI (contrat à durée indéterminé) a laissé place à des contrats courts, des temps partiels.

"Il vaut mieux avoir un emploi pour éviter la pauvreté mais il n'en prémunit plus autant qu'avant", a résumé Jérôme Vignon.

A défaut d'un soutien spécifique aux travailleurs pauvres, *"il faut s'attendre en 2012 à une augmentation sensible du nombre de personnes en situation de pauvreté"*, a-t-il prévenu.

La pauvreté s'accroît chez les familles monoparentales, soit deux à trois fois plus que l'ensemble de la population, chez les enfants où le taux est de 18% et chez les jeunes de 18 à 24 ans. Et la pauvreté est encore plus présente en zones urbaines sensibles (ZUS), où le taux de pauvreté s'établit à 32%. Et près d'un jeune sur deux de moins de 25 ans habitant en zone urbaine sensible est pauvre. Deuxièmement, on ne parle pas assez de la pauvreté en milieu rural. Moins de personnes sont touchées qu'en zone sensible, mais le taux de pauvreté est supérieur qu'en zone urbaine. En 2008, il était de 14,4%. Il s'agit principalement de néo-ruraux et de paysans paupérisés.

Malgré ce sombre tableau, l'Onpes note que les prestations sociales permettent de *"réduire de huit points la part des personnes sous le seuil de pauvreté"*.

"Nous livrons un message d'alarme mais aussi de confiance car la France a su grâce à un système complet et sophistiqué" de protection sociale, limiter les effets de la crise, a ajouté M. Vignon.

L'Onpes relativise également les chiffres de l'emploi en Allemagne, meilleurs qu'en France mais qui s'accompagnent de *"réduction de salaires"*, *"d'une sensible précarisation de l'emploi"* et d'une hausse de la pauvreté (12,2% en 2005 contre 15,6% en 2010).

L'Onpes prône notamment une revalorisation des minima sociaux.

Aujourd'hui, sans aides sociales, le taux de pauvres serait de 20%. L'effet a été net sur la réduction du taux de pauvreté, reste le niveau des minima sociaux. Par exemple, le RSA (revenu de solidarité active) se situe aux alentours de 450 euros par mois, en dessous du seuil de pauvreté. Or le pouvoir d'achat s'est dégradé depuis les années 2000. Les minima sociaux sont n'étaient que peu revalorisés ces dernières années. Le conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion prône une revalorisation de ces minima sociaux de 25%.

Un article de liberation.fr et l'AFP du 29 mars

En sommet à New Delhi, les cinq pays du groupe des "Brics" veulent une nouvelle banque. (30.03)

Les cinq grands pays émergents du bloc des "Brics", ont plaidé jeudi pour la création d'une nouvelle banque de développement et ont exprimé leur inquiétude concernant les excès de liquidités dans le système financier mondial provoqués par les politiques des pays riches.

La présidente du Brésil Dilma Rousseff, le Russe Dmitri Medvedev, le Chinois Hu Jintao et le Sud-Africain Jacob Zuma, ainsi que le Premier ministre indien, Manmohan Singh, se sont rencontrés pour le quatrième sommet des "Brics" (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud), à New Delhi.

"Les liquidités excessives émanant de la politique agressive prise par les banques centrales pour stabiliser leurs économies sont en train de se répandre dans les économies des marchés émergents", a relevé dans sa déclaration finale le bloc, qui totalise près de 20% de la croissance mondiale.

Pour stimuler une croissance atone, les banques centrales des économies développées ont réduit leurs principaux taux d'intérêt et injecté des milliards de dollars dans le système bancaire.

"Nous pensons qu'il est essentiel que les économies développées adoptent des politiques macroéconomiques et financières responsables, qu'elles évitent de créer des liquidités mondiales excessives et entreprennent des réformes structurelles pour aider la croissance, créatrice d'emplois", ont-ils ajouté.

"Nous attirons l'attention sur les risques d'un important et volatile flux de capitaux auquel font face les économies émergentes", a insisté le bloc.

Les marchés émergents craignent que les nouvelles liquidités injectées dans le système bancaire des pays riches servent à acheter des actifs dans les pays en développement, risquant de créer une bulle et d'entraîner de la volatilité dans les taux de change.

Les cinq pays membres des Brics, dont le nom est né en 2001 sous la plume d'un économiste de la banque d'investissement Goldman Sachs pour désigner des pays connaissant une forte croissance, ont vu leurs échanges commerciaux bondir l'an dernier de 28% pour atteindre 230 milliards de dollars.

Ils ont aussi plaidé pour la création d'une banque visant à financer des projets d'infrastructure et de développement, les bases d'une telle institution envisagée comme contrepoint à la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement restant toutefois encore floues. Selon la déclaration, les ministres des Finances vont examiner *"la faisabilité et la viabilité"* d'une telle proposition.

Cette idée avait déjà été débattue sous le nom de *"South-South Bank"* ou *"Brics Bank"*.

Le président sud-africain, Jacob Zuma, a affirmé que cette banque était une idée saluée par d'autres dirigeants africains, qui y voient une nouvelle source de financement pour des projets d'infrastructures clé. *"Une telle banque a un fort potentiel pour nous aider à créer de bons emplois", a-t-il estimé.*

Le ministre brésilien du Commerce, Fernando Pimentel, avait pour sa part estimé mercredi que la banque *"serait un outil financier très puissant pour améliorer les possibilités commerciales et peut-être une étape majeure pour soutenir l'Union européenne dans ses efforts pour surmonter la crise financière"*.

Les Brics, qui veulent aussi asseoir leur influence diplomatique, ont par ailleurs unanimement estimé que seul le dialogue pouvait résoudre la violence en Syrie et la crise avec l'Iran sur son programme nucléaire controversé.

"Nous sommes d'accord sur le fait qu'une solution en Syrie et en Iran peut seulement être trouvée via le dialogue", a annoncé le Premier ministre indien Manmohan Singh.